

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1777 [i.e. 1177]

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

7 juillet 1994 – n° 1777
Hebdomadaire romand
Trente-et-unième année

Rompre avec les chimères

Les socialistes suisses ont-il manqué le coche ? Toujours est-il que de leur récent congrès des 18 et 19 juin, le public n'aura retenu que l'interrogation très académique sur la nécessité de rompre avec le capitalisme et, pour faire bon poids d'exotisme, la revendication d'une économie féministe.

La faute aux journalistes, dont certains excellent dans l'art de sélectionner les événements et les déclarations selon qu'ils fournissent un titre percutant ? Peut-être. Reste que l'opinion helvétique aura pris note avec étonnement que ce parti gouvernemental n'a décidé qu'à une majorité de hasard de renoncer, dans le court terme, à une alternative au capitalisme, pour éliminer aussitôt et à une majorité tout aussi hasardeuse toute référence à la paix sociale. Et pour annoncer simultanément le lancement d'une initiative populaire visant à rendre obligatoires les conventions collectives de travail. Comprenez qui pourra.

Cet effet d'optique est regrettable car le projet de programme économique débattu à Berne mérite mieux. On nous prévient que la discussion n'est pas close et que les propositions devront être affinées. Tant mieux, car la demande est forte de perspectives à la fois novatrices et crédibles, qui alimentent l'espoir sans repousser les objectifs aux calendes grecques.

C'est bien le drame du mouvement socialiste aujourd'hui: trop aligné sur les positions de ses adversaires politiques par souci électoral — la ruée sur le centre —, il n'est plus porteur d'espérance; ou, s'il se risque à quelque projet original, c'est alors son image d'éternel rêveur qui retient l'électeur de lui donner sa chance. Combien de gouvernements européens, usés par le pouvoir, ont dû leur salut à l'insuffisante crédibilité de leurs adversaires de gauche.

Arrimer l'espoir dans le futur immédiat implique de rompre clairement avec les chimères de la lutte des classes et du dépassement du capitalisme. Car le désarroi politique de l'heure appelle des réponses précises, réalisables dans le court terme et porteuses de changements concrets dans la vie quotidienne. Des réponses qui doivent impérativement prendre en compte trois types de données, sociologiques, économiques

et culturelles.

Une majorité d'opprimés, telle fut autrefois la base sociologique du mouvement socialiste. Aujourd'hui, dans les sociétés industrielles, les défavorisés sont minoritaires. Voilà qui impose de traduire de manière nuancée l'exigence de solidarité — tous les locataires, tous les rentiers ne sont pas à plaindre — et d'insister sur le facteur de cohésion sociale que représente cette exigence.

Une politique locale qui ne tient pas compte de l'interdépendance économique est vouée à l'échec. La mobilité du capital, le poids du système financier, la spéculation, la concurrence des pays sans protection sociale appellent des réponses internationales. La question n'est plus d'accepter ou de refuser des institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale, le Gatt ou l'Union européenne, mais bien de développer et d'améliorer ces institutions. La gauche doit se défaire du syndrome blochérien qui l'habite parfois encore.

L'irrésistible montée de l'individualisme n'est pas seulement signe de repli et d'égoïsme; elle traduit aussi une exigence d'autonomie, de liberté qui s'accompagne d'une méfiance à l'égard de l'Etat. A ce chapitre, la gauche a encore beaucoup à apprendre; notamment que le bonheur social n'est pas proportionnel au budget et aux effectifs de la fonction publique et que l'Etat nouveau s'améliorera en stimulant les initiatives de la société civile (voir notre série d'articles sur la réforme du service public).

Si les libéraux ont actuellement le vent en poupe, c'est qu'ils ont bien compris ces trois données: parti des «gagnants», ils s'en remettent aux mécanismes «naturels» de l'économie et prêchent la liberté. Aux socialistes de valoriser ces mêmes données: en montrant qu'une société, pour être viable, ne peut tolérer des perdants à demeure; en proposant les correctifs qui stimulent le marché à produire plutôt qu'à spéculer et qui incitent la production à assurer son avenir en ménageant les ressources naturelles; en favorisant des espaces de liberté qui permettent à chacun d'entreprendre et donc de se réaliser.